

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 232.910 du 13 novembre 2015

A. 215.865/XIII-7317

En cause : **MENNICKEN** Manfred,
ayant élu domicile chez
Me Laurence RENOY, avocat,
boulevard du Midi 29
6900 Marche-en-Famenne,

contre :

1. **la Commune de Somme-Leuze,**
2. **la Région wallonne,**
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Martin ORBAN, avocat
Kaperberg 50
4700 Eupen.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 mai 2015 par Manfred MENNICKEN qui demande l'annulation de "la décision d'octroi du permis d'urbanisme (Réf. commune : dossier n° 2015-U-21) adoptée par le collège communal de la commune de Somme-Leuze d'octroyer en date du 13 mars 2015 le permis d'urbanisme sollicité par Monsieur et Madame VAN BOCKRIJCK- MEHUYS, demeurant à 2547 Lint, Van Putlei, 105 et relatif à un bien sis rue du Thier 14 à Heure cadastré 8^{ème} division, section A, parcelle n° 165 S et tendant à la construction d'une habitation";

Vu le mémoire en réponse de la seconde partie adverse;

Vu le rapport de M. RENDERS, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 2015 convoquant les parties à comparaître le 21 octobre 2015 à 10 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} BOLLY, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me Jacques SAMBON, loco Me L. RENOY, avocat, comparaissant pour la partie requérante, et Me Gabriele WEISGERBER, loco Me M. ORBAN, avocat, comparaissant pour la seconde partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. RENDERS, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en sa séance du 5 juin 2015, le collège communal de Somme-Leuze a décidé de retirer le permis d'urbanisme accordé à Monsieur et Madame VAN BOCKRIJCK-MEHUYS le 13 mars 2015; que notification de cette décision a été faite à Monsieur et Madame VAN BOCKRIJCK-MEHUYS le 5 juin 2015; que ces derniers ont acquiescé et n'ont introduit aucun recours contre cette décision, de sorte que le retrait du permis d'urbanisme est devenu définitif;

Considérant que la seconde partie adverse, dans son mémoire en réponse, et la partie requérante, dans un courrier du 21 août 2015, sollicitent toutes deux l'obtention d'une indemnité de procédure de 700 euros à la charge de la première partie adverse;

Considérant que, selon l'article 30/1, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, la section du contentieux administratif peut accorder une indemnité de procédure à la partie ayant obtenu gain de cause; qu'en l'espèce, il n'y a dès lors lieu d'accorder cette indemnité qu'à la partie requérante, la seconde partie adverse ne pouvant être considérée comme ayant obtenu gain de cause,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 200 euros, sont mis à la charge de la première partie adverse.

Une indemnité de procédure de 700 euros est attribuée à la partie requérante, à la charge de la première partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le treize novembre deux mille quinze par :

M ^{me}	BOLLY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
M.	VAN HOVE,	greffier assumé.

Le Greffier assumé,

Le Président f.f.,

C.-H. VAN HOVE.

A.-Fr. BOLLY.